



ZAMBIE

Adaptation aux effets de la sécheresse et du changement climatique dans les zones agroécologiques 1 et 2 en Zambie

FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Financement du Fonds pour les PMA	USD 3 905 000
Cofinancement	USD 7 100 000
Achèvement du PANA	Octobre 2007
Inscription au programme de travail du Fonds pour les PMA	Septembre 2008
Date prévue d'agrément du DG	Septembre 2009
Dates prévues de début et de fin d'exécution	Octobre 2009–octobre 2013
Entité d'exécution du FEM	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Autre partenaire	n.d.

La Zambie est déjà confrontée aux premiers effets du changement climatique. Depuis la fin des années 80, on observe tendanciellement des pluies plus tardives et plus brèves, ainsi que des sécheresses plus fréquentes. Au cours des sept dernières années de l'actuelle décennie, la Zambie a connu des sécheresses durant les hivernages de 2000–2002 et 2004–2005. Les inondations aussi se multiplient, touchant plus de la moitié des districts de Zambie — dont certains pour la première fois — dans la période la plus récente (2005–2007). Sécheresses et inondations ont eu des répercussions sévères : récoltes déficitaires, éclosion de maladies humaines et animales, déplacement de populations humaines, pertes matérielles et destruction d'infrastructures. Le nombre de personnes touchées atteignait 1,2 million en 2004–2005 et 1,4 million en 2006–2007.

De par sa très modeste infrastructure de captage de l'eau, la Zambie est extrêmement dépendante des précipitations. Les forages et les puits ou, à défaut, les cours d'eau répondent aux besoins hydriques. Moins de 5 % des terres arables sont irriguées. Les prévisions sur l'évolution du climat exposées dans le Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique (PANA) indiquent une élévation de la

température et une modification des régimes pluviométriques, entraînant des sécheresses prolongées et des inondations localisées. L'expérience montre que des variétés culturales essentielles, tel le maïs, n'arriveraient pas à maturité du fait du raccourcissement de la saison de croissance dans la pointe Sud du pays, compromettant ainsi la sécurité alimentaire de cette région. Des évaluations concernant les coûts économiques du changement climatique pour l'agriculture zambienne ont révélé que les conditions climatiques futures dans les régions méridionales provoqueront de lourds déficits hydriques en des périodes de l'année particulièrement critiques pour les cultures et, partant, une chute sévère des rendements pour certaines espèces comme le maïs.

Le PANA a souligné qu'en raison de l'écourtement de l'hivernage et de l'élévation des températures saisonnières, les surfaces adaptées aux cultures de base telles que le maïs diminueront probablement de plus de 80 %. Le changement climatique vient se superposer à des pratiques non durables d'utilisation des terres, comme le déboisement des forêts au profit de l'agriculture et de la production de charbon, qui, associées à des systèmes médiocres de gestion du bétail, ont causé une importante dégradation des sols. De même,



la hausse des températures altèrera vraisemblablement la qualité des parcours où paissent les troupeaux, réduisant ainsi la productivité des élevages qui constituent le principal moyen de subsistance et de traction dans la plupart des provinces situées dans l'extrême Sud du pays.

Activités prévues et résultats attendus

Ce projet du Fonds pour les PMA soutient la gestion de l'eau et les pratiques agricoles à l'épreuve du changement climatique. Il se concentre prioritairement sur les régions très vulnérables du Sud. Le projet vise, d'abord et avant tout, à améliorer la capacité de fournir et d'exploiter des informations sur les risques climatiques, pour la gestion des risques climatiques saisonniers. Un système d'alerte précoce est déjà en place pour communiquer des informations sur les risques climatiques au ministère de l'Agriculture ; cependant, ce dispositif présente deux points faibles fondamentaux : la mobilisation des agriculteurs, gestionnaires de l'eau, agents de vulgarisation et autres intervenants importants, notamment pour la présentation des informations dans un format accessible, et les relations entre le ministère de l'Agriculture et les autorités locales.

Prenant en compte chacun de ces obstacles, le projet s'emploie à améliorer la capacité de mener des évaluations des risques climatiques et de les appliquer aux processus de planification, par le biais des activités suivantes :

1. Implication des Services météorologiques, du ministère de l'Agriculture et des autres ministères d'État et instituts de recherche opportuns, afin d'améliorer les prévisions météorologiques saisonnières de manière à atteindre une capacité prédictive suffisante pour pouvoir être mise à profit par les décideurs, les planificateurs gouvernementaux et les agriculteurs ;
2. Formation des agriculteurs, des planificateurs agricoles et des gestionnaires de l'eau pour l'exploitation d'informations climatiques dans les pratiques de gestion de l'eau et des terres ;
3. Adaptation des systèmes d'alerte précoce afin qu'ils communiquent de manière efficace les informations sur les risques climatiques aux groupes d'utilisateurs ;
4. Réalisation d'une étude d'impact économique concernant la valeur ajoutée, en termes d'adaptation, par l'utilisation d'informations sur les risques climatiques pour ajuster la planification agricole. S'appuyant sur cette plate-forme d'amélioration de la qualité des informations climatiques diffusées et formatées à l'intention des principaux intervenants, le projet met en œuvre des initiatives pilotes d'adaptation à l'échelle locale dans les secteurs de l'agriculture et de la gestion de l'eau, englobant notamment les technologies de captage et de stockage des eaux pluviales, les techniques de protection des sols, les procédés de conservation des ressources en eau et les plantations expérimentales de variétés résistantes au changement climatique. Démontrant l'efficacité

des différentes options d'adaptation, ces activités mesurent par la suite les rendements, les variations de revenus, les coûts de transaction et l'acceptabilité auprès des agriculteurs, dans le but de défendre des ajustements dans les planifications, les politiques et les budgets.

Ces initiatives pilotes de démonstration servent, en outre, à tester des « hypothèses » d'adaptation approuvées par les parties intéressées durant la phase de préparation du projet. Par exemple, les variétés de cultures à maturation précoce offrent une solution d'adaptation rentable ; une gestion appropriée de l'eau agricole améliore les rendements des variétés culturales traditionnelles ; une gestion intégrée des terres cherchant à éviter les cultures, la déforestation et les constructions en bordure des cours d'eau constitue une mesure d'adaptation efficace contre les inondations ; enfin, le maintien de réserves alimentaires suffisantes représente un moyen performant d'atténuer les effets des récoltes annuelles médiocres.

Utilisant les résultats décrits ci-dessus, le volet final du projet se concentre sur le développement d'une argumentation en faveur d'ajustements portant sur les stratégies et politiques nationales les plus déterminantes. Une partie centrale de cette composante s'appuie sur des informations relatives à la valeur économique des investissements d'adaptation. C'est pourquoi le projet développe une proposition détaillée concernant l'aide requise auprès du gouvernement, en matière de réglementation et de fiscalité, pour exécuter les interventions d'adaptation sur une plus grande échelle. Des ateliers de dialogue national sont ensuite organisés afin de débattre sur les conclusions du projet. Mettant à profit les initiatives nationales existantes, le projet contribue à renforcer les capacités afin de documenter les enseignements tirés et d'instaurer un mécanisme de transposition, et amorce par ailleurs une discussion sur les politiques, en vue de la formulation et de l'examen des cadres stratégiques et législatifs concernant les initiatives d'adaptation.

Synergies et coordination

Les interventions prévues dans le projet présentent des liens et recherchent des synergies avec de nombreux programmes relatifs au secteur agricole qui sont déjà en cours de réalisation en Zambie, mais ne prennent pas encore en considération les effets du changement du climatique sur leurs résultats. Cela garantit que, quoique de portée et d'envergure relativement limitées, les activités du Fonds pour les PMA auront un large impact sur les secteurs de l'agriculture et de la gestion de l'eau à travers l'apprentissage, l'intégration et la réalisation grandeur nature des mesures d'adaptation pilotes qui ont fait leurs preuves. C'est pourquoi on mise sur la coordination et les synergies avec des programmes et projets spécifiques qui sont actuellement mis en œuvre dans les domaines suivants : développement de l'irrigation, infrastructure agricole, développement et productivité de l'élevage, développement et diffusion des technologies agricoles, soutien en faveur des engrais, culture sans labour et conservation de l'humidité.

Pour tout renseignement

Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW
Washington DC 20433, États-Unis

Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240

Août 2009
www.theGEF.org